



Des civils sont morts dans des exactions et incendies de maisons et lieux de culte causés par l'armée camerounaise dans la région anglophone du Sud-Ouest, a affirmé vendredi un défenseur des droits de l'homme, accusation rejetée par l'armée qui parle de "manœuvres d'intoxication".

"Mardi 3 avril, l'armée camerounaise a attaqué et incendié plusieurs maisons à Mungo Vendeur, un petit village situé à environ 40 km de Nguti à Koupé-Manengouba (Sud-Ouest). Mme Egbe Maria Ndonge a été brûlée à mort dans sa maison, pendant qu'elle dormait", a affirmé Me Agbor Bala Nkongho, directeur de l'ONG Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique, sur sa page Facebook.

Nous avons reçu des informations faisant état de 6 civils abattus et des informations faisant état de meurtres de civils dans le village. Tuer intentionnellement des civils et détruire des biens civils constitue des crimes de guerre, ce qui devrait faire l'objet d'une enquête approfondie", a-t-il poursuivi. C'est dans cette zone que 12 touristes italiens et suisses ont été brièvement arrêtés par des hommes armés lundi, selon leur agence de voyage.

Me Félix Agbor Nkongho a été un des leaders des premiers soubresauts de la contestation anglophone, fin 2016. Arrêté mi-2017, il a été libéré en septembre par décret présidentiel."Le Cameroun est indépendant depuis 1960 et n'a pas de leçons à recevoir dans la manière avec

laquelle ses forces de défense poursuivent légalement leurs missions de sécurisation des populations.

Nous n'avons non plus l'intention de répondre aux manœuvres d'intoxication et de diversion", a réagi à l'AFP le Colonel Didier Badjeck, porte-parole de l'armée camerounaise, joint par téléphone depuis Libreville.

"C'est extraordinaire ces capacités que certains prétendus acteurs de la région peuvent avoir à maquiller la vérité, ou à la transformer. Que l'on nous présente les preuves de ces exactions prétendument opérées par nos forces", a-t-il ajouté.

Depuis la fin 2017, la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les groupes séparatistes armés y multipliant les actions violentes contre des symboles de l'Etat (attaques de gendarmerie, enlèvements de fonctionnaires, accrochages avec l'armée).

Yaoundé a répondu par la force, déployant un fort dispositif sécuritaire. L'armée a plusieurs fois été accusée d'exactions par des témoignages dans la presse et sur les réseaux sociaux. En février, l'Union européenne a jugé "essentiel que les forces de sécurité fassent un usage proportionné de la force dans l'exercice de leurs fonctions".

Des élections - dont la présidentielle - sont prévues au Cameroun fin 2018. La profonde crise que Yaoundé traverse dans ses régions anglophones pourrait perturber ces scrutins, selon les observateurs.

AFP
